COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

11e Chambre A

ARRÊT AU FOND

DU 14 OCTOBRE 2014

N° 2014/ 505

Rôle N° 14/02493

Pierre B.

C/

Farahanta L.

Organisme REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS (RSI)

Mutuelle HARMONIE MUTUELLE

Grosse délivrée

le :

à :

Me Julie FEHLMANN

Me Marie BELUCH

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal d'Instance de CANNES en date du 28 Novembre 2013 enregistré au répertoire général sous le n° 11-13-1108

APPELANT

Monsieur Pierre B., demeurant [...]

représenté par Me Marie BELUCH, avocat au barreau d'AIX-EN-PROVENCE

INTIMEES

Madame Farahanta L., demeurant sur son lieu de travail [...]

représentée par Me Julie FEHLMANN de la SELARL LEGIS-CONSEILS, avocat au barreau de GRASSE substituée par Me VIGNERON Corinne, avocat au barreau D'AIX EN PROVENCE

Organisme REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS (RSI) Pris en la personne de son représentant légal en exercice et domicilié en cette qualité audit siège, demeurant [...]

représentée par Me Julie FEHLMANN de la SELARL LEGIS-CONSEILS, avocat au barreau de GRASSE substituée par Me VIGNERON Corinne, avocat au barreau D'AIX EN PROVENCE

Mutuelle HARMONIE MUTUELLE Venant aux droits de PREVADIES.

Représentée par son représentant légal en exercice domicilié es qualité audit siège, demeurant [...]

représentée par Me Julie FEHLMANN de la SELARL LEGIS-CONSEILS, avocat au barreau de GRASSE substituée par Me VIGNERON Corinne, avocat au barreau D'AIX EN PROVENCE

*_*_*_*_*

COMPOSITION DE LA COUR

L'affaire a été débattue le 10 Septembre 2014 en audience publique. Conformément à l'article 785 du Code de Procédure Civile, Sylvie PEREZ, conseillère, a fait un rapport oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries.

La Cour était composée de :

Mme Véronique BEBON, Présidente

Madame Frédérique BRUEL, Conseillère

Madame Sylvie PEREZ, Conseillère

qui en ont délibéré.

Greffier lors des débats : Mme Natacha BARBE.

Les parties ont été avisées que le prononcé public de la décision aurait lieu par mise à disposition au greffe le 14 Octobre 2014.

ARRÊT

Contradictoire,

Prononcé par mise à disposition au greffe le 14 Octobre 2014,

Signé par Mme Véronique BEBON, Présidente et Mme Natacha BARBE, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

EXPOSÉ DU LITIGE :

M. B., avocat en exercice, est affilié au Régime Social des Indépendants - Professions Libérales Provinces.

Il expose avoir subi un préjudice moral important du fait de l'envoi par cet organisme d'une lettre du 17 septembre 2012, signée de Madame L., adressée à ses héritiers, dans laquelle il était fait état de son décès et considère avoir été victime d'un acte de malveillance pour lequel aucune explication ne lui a été fournie, l'organisme refusant de lui confirmer son maintien du droit à prestations.

Par jugement du 28 novembre 2013, le tribunal d'instance de Cannes saisi par Monsieur B., faisant application des dispositions des articles 47 et 97 du code de procédure civile, a renvoyé l'affaire devant le tribunal d'instance de Nice.

Monsieur B. a à la fois fait contredit contre cette décision, déclaré irrecevable par un arrêt de la présente cour en date du 28 juillet 2014 et inscrit un appel.

Par conclusions notifiées le 24 juillet 2014, il conclut à la condamnation conjointe et solidaire du Régime Social des Indépendants, Harmonie Mutuelle venant aux droits de Prevadis, et de Madame L., sur le fondement de l'article 1382 du code civil à lui payer la somme de 10 000 euros à titre de dommages et intérêts outre une somme de 5 000 euros à titre d'indemnité pour frais de procès et subsidiairement, à la condamnation des mêmes en application des articles 1382 et 1384 du code civil au paiement des sommes ci-dessus.

Il demande à la cour l'évocation de l'affaire par application des dispositions de l'article 568 du code de procédure civile.

Par conclusions notifiées le 27 juin 2014, les intimés concluent au débouté de Monsieur B. de ses demandes et à sa condamnation au paiement des sommes de

10 000 euros à titre de dommages et intérêts au profit de Madame L. et de celle de 3 000 euros à titre d'indemnité pour frais de procès.

Ils indiquent que dès le 2 octobre 2012, la demande médicale de l'assuré a été renvoyée en urgence au médecin-conseil de la caisse et expliquent que dans le cadre d'une demande de prise en charge, ce serait le prestataire ARARD qui aurait commis l'erreur, aucun acte de malveillance ne pouvant être reproché au Régime Social des Indépendants et Monsieur B. n'ayant subi aucun préjudice.

MOTIFS DE LA DÉCISION :

1. Monsieur B. fait grief au jugement d'avoir fait application de l'article 47, rappelant qu'il s'agit d'un privilège de juridiction et non d'une option de compétence.

Le jugement doit cependant être confirmé en ce que, faisant application des dispositions de l'article 47, alinéa 2 du code de procédure civile, il a renvoyé l'affaire devant une juridiction limitrophe eu égard à la qualité d'auxiliaire de justice du demandeur.

2. Monsieur B. produit une lettre du 17 septembre 2012 du Régime Social des Indépendants et de Harmonie Mutuelles, adressée à ses héritiers et dans lesquelles il est exprimé des condoléances pour le décès de Monsieur B., les héritiers étant invités à produire un acte de décès.

Les demandes d'explications de Monsieur B. sont restées vaines, le Régime Social des Indépendants et l'établissement ARARD d'Aubagne renvoyant à l'autre la responsabilité de cette déclaration, cette information erronée ayant entraîné par ailleurs, selon lettre du 13 septembre 2012 rédigée par Madame L., le rejet de la demande d'entente préalable en raison du décès de l'assuré le 4 septembre 2012.

Cette annonce brutale et les attermolements du Régime Social des Indépendants dans leur recherche de l'origine de l'erreur commise concomitamment à une demande de prise en charge médicale motivée par les lourdes pathologies dont souffre Monsieur B. lui ont occasionné un préjudice important que la cour évalue à la somme de 5 000 euros au paiement de laquelle seront condamnés conjointement le Régime Social des Indépendants, et Harmonie Mutuelles, à l'exclusion de toute solidarité entre eux, Madame L. devant être mise hors de cause eu égard à sa qualité de salariée du Régime Social des Indépendants.

Il y a lieu de rejeter la demande de dommages et intérêts formée par Madame L. qui ne justifie d'aucun préjudice.

Il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de Monsieur B. au titre des frais irrépétibles.

PAR CES MOTIFS :

La Cour,

Statuant publiquement, par décision contradictoire, en dernier ressort,

Confirme le jugement du 28 novembre 2013 prononcé par le tribunal d'instance de Cannes ;

La Cour, évoquant l'affaire :

Met hors de cause Madame L. ;

La déboute de sa demande de dommages et intérêts ;

Condamne conjointement le Régime Social des Indépendants, et Harmonie Mutuelles à payer à Monsieur B. la somme de 5 000 euros à titre de dommages et intérêts ;

Déboute Monsieur B. du surplus de sa demande ;

Y ajoutant :

Déboute Monsieur B. de sa demande fondée sur l'article 700 du Code de procédure civile ;

Condamne le Régime Social des Indépendants, et Harmonie Mutuelles aux dépens d'appel, qui seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

LA GREFFIÈRE, LA PRÉSIDENTE,